

USAGERS, AGENTS DEFENDONS NOS SERVICES PUBLICS

Les attaques contre le service public et au cas particulier contre la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) sont multiples et prétextées par la baisse des dépenses publiques.

La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002. **En Seine et Marne, à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP), ce sont près de 550 emplois qui ont été supprimés dans cette même période.**

Au-delà des conséquences sociales, les sites de proximité disparaissent :

Au 1^{er} janvier 2016, 3 Trésoreries du Département, LA CHAPELLE LA REINE, CHATEAU LANDON et St FARGEAU-PONTHIERRY ont été supprimés.

Au 1^{er} janvier 2017, une tornade traversera la DDFIP 77 avec la suppression encore de 6 trésoreries : LIZY sur OURQ, REBAIS, GUIGNES, BRIE COMTE ROBERT, TOURNAN et LA FERTE GAUCHER.

- **Pour la Direction**, ces suppressions de sites sont justifiées par la « taille critique » des sites et la réorganisation des communautés de communes voulue par la loi Notré.

- **Pour Solidaires Finances Publiques**, la « taille critique » a été sciemment organisée par les 550 emplois supprimés et la réorganisation des intercommunalités ne justifient pas à elle-seule, la suppression de sites au plus proche des usagers. Pourquoi n'a-t-il pas été envisagé de créer un site par communautés de communes ?

Solidaires Finances Publiques dénonce ce rétrécissement du service public. Pour se rendre compte de la perte de ce service de proximité, il suffit de constater les milliers de personnes reçues régulièrement dans ces services.

Solidaires Finances Publique réclame tous les moyens nécessaires :

- pour le maintien des sites, voir à de nouvelles implantations ;
- pour la ré-humanisation des relations avec nos concitoyens contre la désintoxication du guichet voulu par la DGFIP et contre la déferlante de la dématérialisation, sans se soucier des attentes des usagers, sans se soucier du rôle indispensable de cohésion sociale qu'apporte un service public de proximité ;
- pour lutter contre la fraude fiscale estimée entre 60 et 80 Mds d'€ justifiée notamment par les affaires scandaleuses telles PANAMA PAPERS, LUXLEAKS, UBS, etc.
- pour le conseil et l'aide à la gestion des collectivités locales.

A défaut, les citoyens et les agents de Finances Publiques continueront à trinquer.

Alors ensemble agents et usagers, défendons notre bien commun

NOMS	VILLE	SIGNATURE

NOMS	VILLE	SIGNATURE

